UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION

Direction des finances et de la comptabilité

COMPTE FINANCIER 2018

Rapport financier

SOMMAIRE

INTRODUCTION 3

PRESENTATION DE L'UNIVERSITE DE LA REUNION 4

SYNTHESE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE, EQUILIBRE FINANCIER 6

1. COMPTABILITE BUDGETAIRE - EXECUTION DU BUDGET 6
   1.1 Solde budgétaire et variation de trésorerie 7
   1.2 Budget par enveloppe (en CP) - répartition et consommation 7
   1.3 Déclinaison des moyens par mission (en AE) - répartition et exécution 8
   1.4 Les restes à payer 10

2. COMPTABILITE GENERALE - RESULTAT COMPTABLE ET INDICATEURS FINANCIERS 11
   2.1 Formation du résultat 11
   2.2 Activités des recettes affectées (contrats à long terme) 18
   2.3 Indicateurs de gestion 19

3. AUTRES ELEMENTS DE GESTION 23
   3.1 Evolution et perspectives d'avenir de l'activité 23
   3.2 Activités de recherche et développement 24
   3.3 Contrôle interne comptable et financier 24

INTRODUCTION

Comme chaque année le compte financier est soumis, au Conseil d'Administration pour arrêté et à l'autorité de tutelle pour approbation. Ce dernier comprend le compte financier sur chiffres, l'annexe aux comptes, les tableaux budgétaires en exécution et le présent rapport.

Pour rappel, le pilotage financier et comptable de l'établissement se base sur une construction budgétaire en droits constatés à l'équilibre (entre les recettes et les dépenses hors impact des amortissements net des reprises de subvention). Cela afin de maintenir au titre du fonds de roulement et de la trésorerie des niveaux planchers suffisants permettant :

- le portage financier d'opérations significatives (constructions immobilières, conventions de recherche gros équipements…) ;
- et plus généralement la protection de l'établissement contre le risque d'insolvabilité, ou plus simplement l'insuffisance de trésorerie.

Au titre de cet exercice clos, l'établissement présente un résultat bénéficiaire s'élevant à 0,7 M€, contre un bénéfice de 2,6 M€ pour l'exercice précédent, soit en diminution de 1,9 M€.

Le fonds de roulement est en augmentation (+2 M€) et atteint 15,3 M€ au 31/12/2018. Ce niveau satisfaisant répond donc aux objectifs précités, et représente l'équivalent de 50 jours de dépenses courantes (personnel et fonctionnement).

En raison d'un besoin en fonds de roulement structurellement négatif, la trésorerie se maintient à un niveau élevé (16,9 M€).

Depuis le 1er janvier 2016, et conformément à la nouvelle réglementation GBCP, l'université de la Réunion présente une comptabilité budgétaire en mode GBCP, se traduisant à la fois par la tenue d'une comptabilité des engagements et d'une comptabilité de paiement.

Le but de la réforme est l'introduction de la comptabilité budgétaire visant principalement à améliorer le pilotage des organismes et des finances publiques et aligner les cadres budgétaires de l'État et des organismes pour faciliter l'évaluation de la mise en œuvre des politiques publiques. C'est aussi la possibilité d'analyser la santé financière des établissements au regard de la programmation budgétaire annuelle et pluriannuelle.

La production du compte financier s'est faite sous le contrôle du commissaire aux comptes KPMG SA La Réunion, dans le cadre de sa mission d'audit légal. La certification des comptes, dictée par la loi sur l'autonomie des universités est un levier de modernisation et un outil indispensable de développement.

Outre la présentation de l'université en quelques chiffres, ce rapport financier se décline en deux parties. Dans un premier temps, il présente les éléments relatifs à la **comptabilité budgétaire** (engagements annuels et pluriannuels de l'établissement, solde de l'exécution budgétaire en crédits de paiements, restes à payer sur les prochains exercices) et dans un second temps il expose les éléments relatifs à la **comptabilité générale** (évolution des produits et des charges sur l'exercice participant à la formation du résultat, évolution des investissements et des financements concourant à la variation du fonds de roulement).

PRESENTATION DE L'UNIVERSITE DE LA REUNION

L'Université de La Réunion est un établissement français d'enseignement supérieur et de recherche, situé au cœur de l'océan Indien, à vocation pluridisciplinaire. De par sa position géostratégique originale, elle est la seule université européenne dans cette région du monde.

Les composantes de formations et de recherche et autres structures

- 5 unités de formation et de recherche (UFR)
  - UFR Droit et Economie
  - UFR Sciences et Technologies
  - UFR Lettres et Sciences Humaines
  - UFR Sciences de l'Homme et de l'Environnement
  - UFR Santé

- Une Ecole Doctorale Sciences, Technologies et Santé et l'Ecole Doctorale Sciences Humaines et Sociales

- 21 laboratoires de recherches et 3 structures fédératives

- 5 instituts et les écoles
  - Institut d'Administration des Entreprises
  - Institut Universitaire de Technologie
  - Ecole Supérieure d'Ingénieurs Réunion Océan Indien
  - Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education
  - Observatoire des Sciences de l'Univers – Réunion

- 5 structures transversales
  - Centre de Formation des Apprentis
  - Institut Confucius
  - Institut de l'Illettrisme
  - Maison des langues
  - Pôle de l'entrepreneuriat étudiant

Les sites de l'Université de la Réunion

L'Université de La Réunion est implantée sur 6 sites universitaires représentant 103 012 m² SHON :

- Campus du Moufia : 53 973 m²
- Campus du Tampon : 18 706 m²
- Site de Saint-Pierre : 9 462 m²
- Parc Technologique Universitaire : 8 373 m²
- Site de la Victoire : 2 911 m²
- Site de Bellepierre : 9 587 m²
- Seas-oi (implanté sur le site de Saint-Pierre - mise à disposition en 2018 par convention)
- Station du Maïdo (mise à disposition en 2018 par convention)

On y recense également :

- 2 Maisons des langues
- 1 Centre Audiovisuel
- + de 500 ordinateurs connectés à Internet
- 4 Maisons de l'Etudiant
- 1 Bureau de la Vie Etudiante
- 7 bibliothèques universitaires

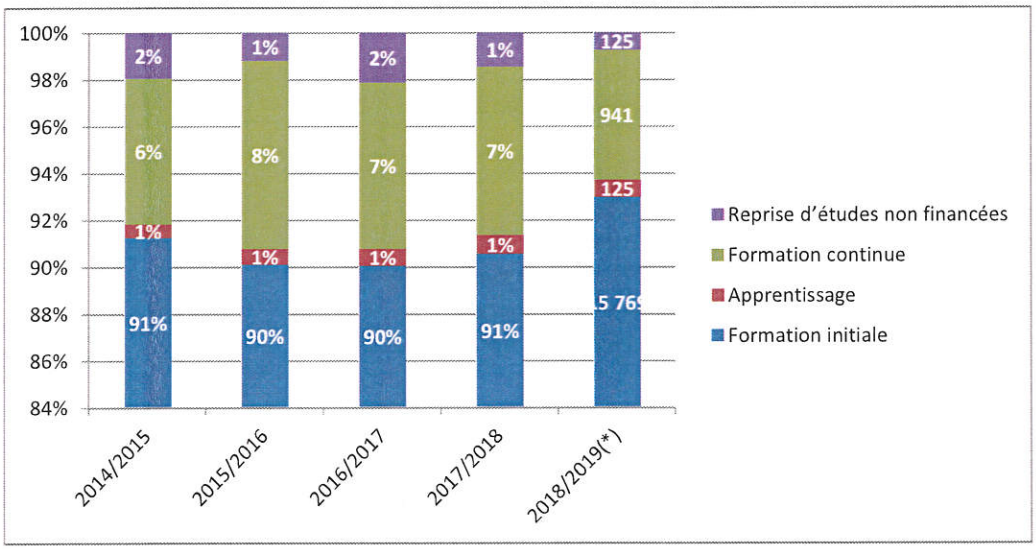
Les personnels de l'établissement

L'université de la Réunion compte, au 31/12/2018, 515 enseignants et enseignants-chercheurs et 691 personnels BIATSS.

L'université accueille près 17 000 étudiants. Leur répartition par type d'étude et l'évolution sur les cinq dernières années universitaires est la suivante :

Cadre d'étude des étudiants inscrits	Formation initiale	Apprentissage	Formation continue	Reprise d'études non financées	Total par année
2014/2015	13 502	87	920	287	**14 796**
2015/2016	13 808	103	1 230	183	**15 324**
2016/2017	14 194	114	1118	335	**15 761**
2017/2018	14 034	123	1 114	225	**15 496**
2018/2019(*)	15 769	125	941	125	**16 960**

(*) Situation arrêtée au 19/02/2019 (source DSVE)



La répartition de ces effectifs en boursiers/non boursiers est la suivante :

Année universitaire	Total	Boursiers	% s/total	Non boursiers	% s/total
2010/2011	12 617	6 398	50,7%	6 219	49,3%
2011/2012	12 691	6 264	49,4%	6 427	50,6%
2012/2013	13 688	6 646	48,6%	7 042	51,4%
2013/2014	13 999	6 944	49,6%	7 055	50,4%
2014/2015	14 796	7 088	47,9%	7 708	52,1%
2015/2016	15 324	7 239	47,2%	8 085	52,8%
2016/2017	15 761	7 330	46,5%	8 431	53,5%
2017/2018	15 496	7 448	48,1%	8 048	51,9%
2018/2019(*)	16 960	7 560	44,6%	9 400	55,4%

SYNTHESE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE, EQUILIBRE FINANCIER

1. COMPTABILITE BUDGETAIRE - EXECUTION DU BUDGET

Ci-dessous sont rappelées les définitions des principales notions en comptabilité budgétaire.

Autorisations d'Engagement (AE) *: constituent un « volume » de crédits que l'organisme peut utiliser pour répondre à ses besoins. Elles représentent les capacités d'engager juridiquement l'organisme. Les AE servent à engager les dépenses permettant de réaliser les activités (finalité opérationnelle) et à fixer un plafond d'engagements (finalité budgétaire).*

Crédits de Paiement (CP) *: fixent le plafond d'autorisation de paiements, afin de garantir l'équilibre budgétaire sur un exercice (finalité budgétaire) et à payer les factures liées aux dépenses engagées.*

Autorisations de recette (AR) / recettes encaissées (RE)*: la comptabilité des recettes enregistre la prévision des recettes, et leur exécution au moment où elles sont encaissées, plus précisément, au moment du rapprochement de l'encaissement avec le titre de recettes.*

Opérations budgétaires *: Il s'agit des opérations d'encaissement et de décaissement qui consomment les crédits budgétaires (CP/RE), respectivement pour les enveloppes de dépenses (Personnel, Fonctionnement, Investissement) et les recettes (globalisées et fléchées). Le* ***solde budgétaire*** *est déterminé par différence entre l'encaissement des recettes et le décaissement des dépenses.*

Opérations non budgétaires *: il s'agit des opérations de décaissement et d'encaissement qui impactent la trésorerie sans consommer de crédits budgétaires (Il s'agit essentiellement des opérations pour le compte de tiers. Par exemple : AMI/URSSAF/TVA…).*

Variation de trésorerie *: correspond au solde net des encaissements sur les décaissements des opérations budgétaires et des opérations non budgétaires.*

Restes à payer : *ils se déterminent par la différence entre les AE consommées (par des engagements juridiques) et les CP consommés (paiements des factures). Ils retracent le niveau des engagements pris par l'université dont la portée est pluriannuelle (décaissements sur exercices ultérieurs).*

En fin d'exercice 2018, l'exécution du budget s'est soldée par un excédent à hauteur de 213 K€. Les tableaux ci-dessous reprennent de façon agrégée les différentes enveloppes de crédits exécutées ainsi que votées lors du budget initial et lors des budgets rectificatifs N°1 et N°2.
(cf. tableau budgétaire n°2 correspondant aux autorisations budgétaires).

Budget initial voté en K€ (sous-équilibre)		
DEPENSES		**RECETTES**
Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	Prévisions RE
145 733	134 048	125 790
Solde budgétaire (déficit)		**-8 258**

Budget rectificatif 1 voté en K€ (sous-équilibre)		
DEPENSES		**RECETTES**
Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	Prévisions RE
157 251	150 510	144 368
Solde budgétaire (déficit)		**-6 142**

Budget rectificatif 2 voté en K€ (sous-équilibre)		
DEPENSES		**RECETTES**
Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	Recettes encaissées
154 885	137 574	134 272
Solde budgétaire (déficit)		**-3 302**

Budget réalisé en K€ (excédent)		
DEPENSES		**RECETTES**
Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	Recettes encaissées
143 066	116 521	116 734
Solde budgétaire (excédent)		**213**

1.1 Solde budgétaire et variation de trésorerie

Depuis le passage à la GBCP, la variation de la trésorerie annuelle se présente avec comme déclinaison les opérations budgétaires et les opérations non budgétaires (cf. tableau budgétaire n°8 correspondant au plan de trésorerie).
L'évolution de cette variation de trésorerie entre les budgets votés et l'exécution, ainsi que le comparatif avec les exercices précédents se présente ainsi :

Evolution de la variation de trésorerie	2016	2017	2018			
Solde des encaissements et des décaissements	exécuté	exécuté	Prév. BI	Prév. BR1	Prév. BR2	exécuté
Recettes encaissées (RE)	110 236	113 139	125 790	142 990	134 271	116 734
Crédits de paiments (CP) en dépenses - enveloppe personnel	-84 316	-91 205	-96 541	-98 481	-97 952	-96 016
Crédits de paiments (CP) en dépenses - enveloppe fonctionnement	-13 065	-14 241	-18 275	-24 677	-25 039	-13 203
Crédits de paiments (CP) en dépenses - enveloppe investissement	-4 384	-7 300	-19 232	-25 954	-14 584	-7 302
Sous-total au titre des opérations budgétaires	**8 472**	**393**	**-8 258**	**-6 122**	**-3 304**	**213**
Encaissements/décaissements (NET) - Dépôts et cautionnements	0	10	0	0	0	3
Encaissements/décaissements (NET) - TVA	-84	-111	0	0	0	-166
Encaissements/décaissements (NET) - AMI, URSSAF	-765	688	0	0	0	-681
Encaissements/décaissements (NET) - Autres (en attente de rapprocheme	1 302	-844	0	0	0	-387
Sous-total au titre des opérations non budgétaires	**453**	**-257**	**0**	**0**	**0**	**-1 231**
Total opérations impactant la trésorerie	**8 925**	**135**	**-8 258**	**-6 122**	**-3 304**	**-1 019**

Précisions sur les opérations non budgétaires :

Elles présentent des décalages entre les périodes d'encaissement et les périodes de décaissements, impact la variation de trésorerie uniquement de façon temporaire (diminution ou augmentation de la trésorerie disponible en compte courant). A terme (cumul des exercices passés et à venir), les décalages et l'impact sont intégralement résorbés.

En raison d'une incertitude sur les montants (non déterminables à l'avance) et d'un volume faible au regard des flux de l'établissement (moins de 1% des encaissements ou décaissements), les différents budgets votés n'intègrent pas d'impact de trésorerie au titre de ces opérations.

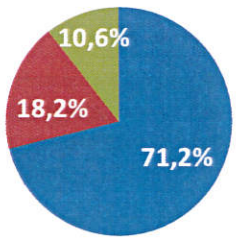
1.2 Budget par enveloppe (en CP) - répartition et consommation

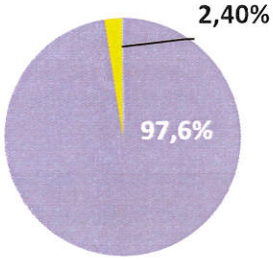
- ***Répartition du budget voté***

BUDGET VOTE (BI + BR1 + BR2)

	DEPENSES
Personnel	97 952
Fonctionnement	25 039
Investissement	14 584
Solde budgétaire (excédent)	0
Total opérations budgétaires (en décaissements)	137 575

	RECETTES
Recettes globalisées et fléchées	134 272
Solde budgétaire (déficit)	3 303
Total opérations budgétaires (en encaissement)	137 575





- ***Note liminaire pour la juste interprétation des niveaux de consommation***

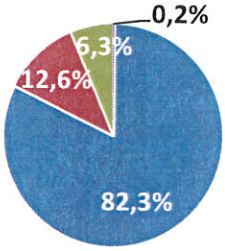
Contrairement à l'exercice 2017, le budget rectificatif n°2 a été voté et permis de réaliser des opérations de déprogrammation de crédits sur l'exercice 2018 et reprogrammation de crédits sur l'exercice 2019 (intégré au budget initial). Pour plus de détail sur ces opérations, se référer à la note de présentation du budget rectificatif 2018 N°2.

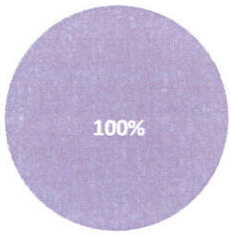
➢ ***Répartition du budget exécuté***

BUDGET EXECUTE

	DEPENSES
Personnel	96 016
Fonctionnement	13 203
Investissement	7 302
Solde budgétaire (excédent)	213
Total opérations budgétaires (en décaissements)	116 734

	RECETTES
Recettes globalisées et fléchées	116 734
Solde budgétaire (déficit)	
Total opérations budgétaires (en encaissement)	116 734





➢ ***Niveaux de consommation des enveloppes de dépense***

Les dépenses budgétées ont été exécutées globalement à 92,4% (AE) / 84,7% (CP).
La répartition par enveloppe est la suivante :

- personnel : 98% (AE) / 98% (CP) ;
- fonctionnement : 72,6% (AE) / 52,7% (CP) ;
- investissement : 89,5% (AE) et 50,1% (CP).

En retraitant les CP se rattachant aux AE non consommés, l'établissement présenterait les taux suivants :

- personnel : 98% (AE) et 98% (CP) ;
- fonctionnement : 72,6% (AE) et 70,7% (CP) ;
- investissement : 89,5% (AE) et 66,1% (CP).

➢ ***Niveau de consommation des recettes***

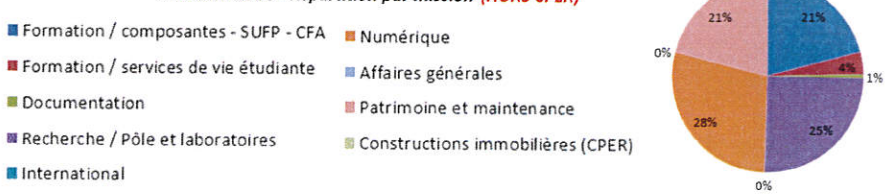
Les recettes budgétées atteignent un taux d'exécution global de 86,9%.
En détail, les taux s'élèvent à 91,2% pour les recettes globalisées et 41,9% pour les recettes fléchées.

1.3 Déclinaison des moyens par mission (en AE) - répartition et exécution

➢ ***Enveloppe investissement***

INVESTISSEMENT	EXERCICE 2017			EXERCICE 2018			VARIATION		
	budgété	exécuté	tx exec. en %	budgété	exécuté	tx exec. en %	budgété en val.	exécuté en val.	tx en points
Formation / composantes - SUFP - CFA	1 191	1 084	91%	1 144	947	83%	-48	-138	-8,3
Formation / services de vie étudiante	101	92	91%	142	174	123%	41	82	31,7
Documentation	5	4	88%	26	25	98%	21	21	10,0
Recherche / Pôle et laboratoires	4 058	2 606	64%	2 441	1 145	47%	-1 617	-1 461	-17,3
International	13	9	71%	3	2	85%	-10	-7	14,2
Numérique	1 017	446	44%	1 327	1 296	98%	310	850	53,8
Affaires générales	18	0	0%	4	1	15%	-14	1	14,6
Patrimoine et maintenance	2 589	2 331	90%	1 244	957	77%	-1 345	-1 374	-13,1
Constructions immobilières (CPER)	1 360	1 108	81%	27 208	25 641	94%	25 848	24 533	12,8
ADM - gestion de crédits technique	1 846	0		178	0		-1 668	0	0,0
TOTAL	**12 198**	**7 680**	**63%**	**33 716**	**30 187**	**90%**	**21 518**	**22 507**	**26,6**

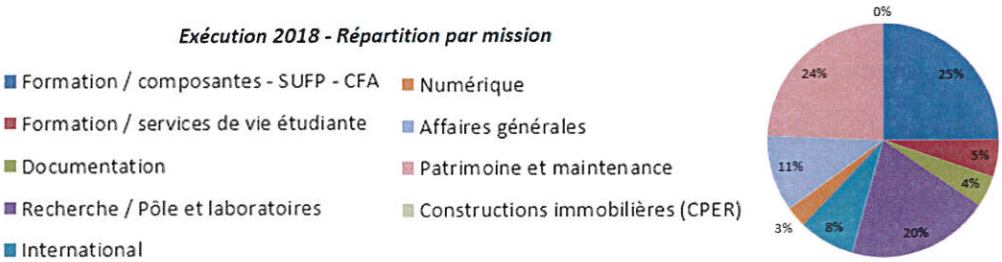
Exécution 2018 - Répartition par mission *(HORS CPER)*



➢ *Enveloppe fonctionnement*

FONCTIONNEMENT	EXERCICE 2017			EXERCICE 2018			VARIATION		
	budgété	exécuté	tx exec. en %	budgété	exécuté	tx exec. en %	budgété en val.	exécuté en val.	tx en points
Formation / composantes - SUFP - CFA	5 321	4 018	76%	5 449	4 415	81%	128	397	5,5
Formation / services de vie étudiante	880	739	84%	1 038	924	89%	158	185	5,0
Documentation	761	680	89%	756	755	100%	-5	76	10,6
Recherche / Pôle et laboratoires	7 232	2 968	41%	5 635	3 533	63%	-1 597	566	21,7
International	1 460	974	67%	1 971	1 377	70%	512	403	3,1
Numérique	941	860	91%	1 083	1 073	99%	142	213	7,7
Affaires générales	885	868	98%	1 902	1 315	69%	1 017	448	-28,9
Patrimoine et maintenance	3 880	3 822	99%	4 469	4 310	96%	589	488	-2,1
Constructions immobilières (CPER)	5	2	49%	3	1	51%	-3	-1	1,7
ADM - gestion de crédits technique	6 781	-182		911	-841		-5 869	-659	0,0
TOTAL	**28 144**	**14 748**	**52%**	**23 217**	**16 863**	**73%**	**-4 927**	**2 115**	**20,2**

Exécution 2018 - Répartition par mission



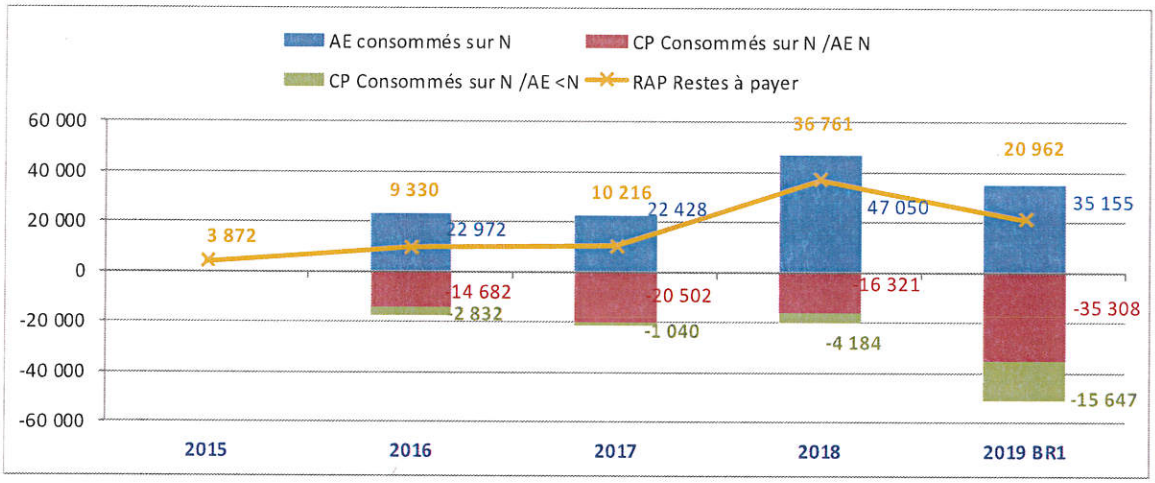
➢ *Enveloppe personnel*

PERSONNEL	EX. 2017	EX. 2018	VAR.
	exécuté	exécuté	en val.
Formation / composantes - SUFP - CFA	44 455	48 147	3 692
Formation / services de vie étudiante	3 489	4 120	631
Documentation	3 914	4 019	105
Recherche / Pôle et laboratoires	24 043	24 735	692
International	1 329	1 429	100
Numérique	3 306	3 409	103
Affaires générales	4 418	4 081	-337
Patrimoine et maintenance	6 015	5 838	-178
Constructions immobilières (CPER)	234	238	4
TOTAL	**91 205**	**96 016**	**4 811**
BUDGET DE L'ENVELOPPE	**94 887**	**97 952**	**5 931**
TAUX D'EXECUTION	**96%**	**98%**	

Exécution 2018 - Répartition par mission

1.4 Les restes à payer

Depuis l'exercice 2016 (passage à la GBCP), les RAP de l'établissement ont évolué ainsi :



Le niveau des restes à payer au 31/12/2018 s'élève à 36,8 M€ et se décline ainsi :

> 7 M€ concerne des engagements hors opérations pluriannuelles, tous centres financiers confondus. La part de RAP la plus significative se rapportent aux directions du patrimoine et de la logistique hygiène, sécurité, pour un montant total de 2,8 M€

> 29 M€ concerne des engagements sur opérations pluriannuelles, tous centres financiers confondus. La part de RAP la plus significative se rapportent aux deux opérations immobilières du CPER, pour un montant total de 24,4 M€.

2. COMPTABILITE GENERALE - RESULTAT COMPTABLE ET INDICATEURS FINANCIERS

Se référer à **l'annexe aux comptes annuels** du compte financier présentant, outre les faits caractéristiques de l'exercice et les grands principes comptables, le détail et l'évolution des postes composant l'actif et le passif du bilan au 31/12/2018.

2.1 Formation du résultat

CHARGES	2018	2017	Var. en K€	en %	PRODUITS	2018	2017	Var. en K€	en %
Charges de personnel	96 143	91 828	4 315	4,70%	SCSP	99 280	97 019	2 261	2,33%
Autres achats et charges externes	16 470	14 522	1 948	13,41%	Autres subventions	6 340	5 248	1 092	20,81%
Impôts et taxes	271	203	68	33,50%	Produits issus de la TA	1 198	891	307	34,46%
					Autres produits	7 894	7 808	86	1,10%
Dot. Amt et prov.	5 772	4 708	1 064	22,60%	Reprise Amt. Et prov + QP Subv.	4 715	2 932	1 783	60,81%
Charges financières	0	0	0		Produits financiers	-	-	-	
Total des charges	**118 656**	**111 261**	**7 395**	**6,65%**	**Total des produits**	**119 427**	**113 898**	**5 529**	**4,85%**
Résultat compt. : ***bénéfice***	**770**	**2 637**	**- 1 867**	**-70,81%**	Résultat compt. : ***perte***				

(cf. tableau budgétaire n°5 correspondant à la Situation Patrimoniale).

L'exercice comptable 2018 se solde par un résultat bénéficiaire pour 770 K€ contre un bénéfice de 2 637 K€ en 2017, et 3 442 K€ en 2016. Sur trois ans, le résultat a diminué respectivement de 805 K€ entre 2016 et 2017 et de 1 867 K€ entre 2017 et 2018.

La diminution de ce bénéfice résulte d'une part de l'évolution à la hausse des charges d'exploitation (+7 396 K€ soit +6,7%) partiellement compensée par l'évolution également à la hausse des produits d'exploitation (+5 529 K€ soit +4,9%).

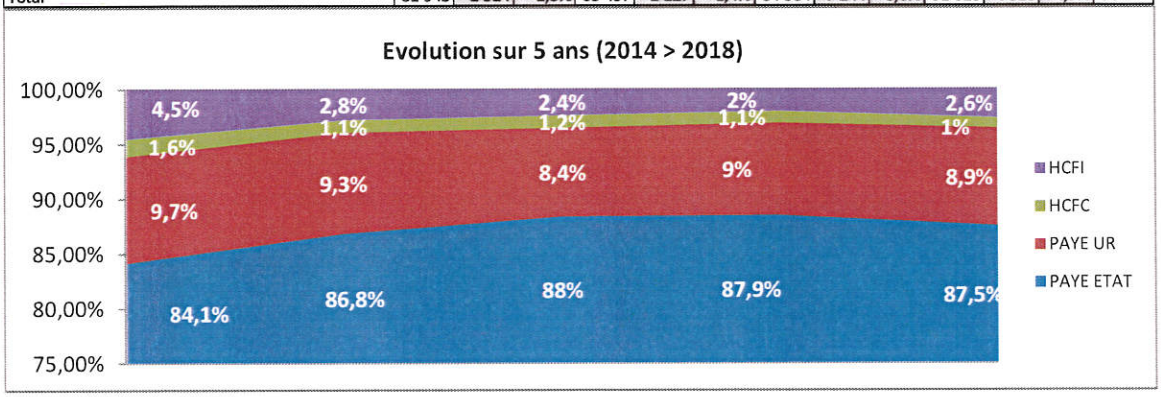
2.1.1 Charges d'exploitation - Hausse de 6,7% soit + 7 396 K€ :

Le montant total des charges d'exploitation s'élève à 118 657 K€ en 2018 contre 111 260 K€ en 2017 et contre 103 413 K€ en 2016.

- ***Charges de personnel***

Les charges de personnel constituent le premier poste en augmentation avec une hausse de 4 316 K€ (soit + 4,7%). Elle présente la déclinaison et l'évolution suivante sur les quatre dernières années :

Détail des charges de personnel	2014	Var.		2015	Var.		2016	Var.		2017	Var.		2018
PAYE ETAT - Personnel plafond Etat	68 931	3 502	5,1%	72 433	2 320	3,2%	74 753	6 493	8,7%	81 246	2 874	3,5%	84 120
PAYE UR - Personnel hors plafond Etat	7 950	-229	-2,9%	7 721	-902	-11,7%	6 819	896	13,1%	7 715	853	11,1%	8 568
HCFI - Heures complémentaires en FI	3 716	-1 348	-36,3%	2 368	-332	-14,0%	2 036	-170	-8,3%	1 866	668	35,8%	2 534
HCFC - Heures complémentaires en FC	1 346	-411	-30,5%	935	41	4,4%	976	25	2,6%	1 001	-79	-7,9%	922
Total	**81 943**	**1 514**	**1,8%**	**83 457**	**1 127**	**1,4%**	**84 584**	**7 244**	**8,6%**	**91 828**	**4 316**	**4,7%**	**96 144**



- Les facteurs d'évolution :

La hausse entre 2017 et 2018 s'explique principalement ainsi :

Masse salariale sur plafond d'ETAT

- Création de 19 d'emplois : dont 5 au titre du plan étudiants, 2 en faveur de l'IUT et 12 pour les concours Sauvadet
- Dispositifs spécifiques loi ORE : « Oui si », étude de dossiers et accompagnement pédagogique et investissement pédagogique
- Mesures obligatoires générales ou catégorielles : compensation de la CSG
- Mesures discrétionnaires (revalorisation de l'enveloppe indemnitaire des BIATSS, augmentation des dépenses des HCFI)
- Glissement vieillissement technicité (GVT) en solde positif +1%

Masse salariale sur ressources propres

- Contrats de recherche +875 K€

L'évolution de l'effectif (ainsi que l'effectif moyen) par catégorie est la suivante :

	Position au 31/12/15	Var.	Position au 31/12/16	Var.	Position au 31/12/17	Var.	Position au 31/12/18			Moyenne Année 2018
	Total ETP		Total ETP		Total ETP		Total ETP	dt Tps plein	dt Tps partiel	Total ETPT
Enseignant professeur	99	8	107	0	107	-2	105	102	3	107
Maître de conférences	219	0	219	15	234	1	235	225	10	235
Autres enseignants	162	8	170	0	170	5	175	168	7	164
BIATSS Titulaires	404	21	425	8	433	3	436	420	15	431
BIATSS contractuels	190	3	193	35	228	27	255	245	10	236
Dont CDI	*6*	10	*16*	5	*21*	0	*21*	*21*	*1*	*23*
TOTAL	**1 074**	**40**	**1 114**	**58**	**1 172**	**34**	**1 206**	**1 160**	**45**	**1 174**

- L'impact des provisions et charges à payer :

L'impact des provisions et charges à payer sur les charges de personnel entre 2017 et 2018 est faible. Il s'élève à 164 K€ soit une augmentation de 3,42 %. La part de provisions pour congés payés représente en 2018 44% de l'ensemble de ce poste.

Provisions et charges à payer sur Paye	2018	2017	Var.		Quote part 2018	Quote part 2017
Provisions - Congés payés	2 225	2 115	110	5,20%	45%	44%
Provisions - CET	811	800	11	1,36%	16%	17%
Charges à payer - Heures compl.	1 480	1 397	83	5,92%	30%	29%
Charges à payer - Primes IFC	100	123	-23	-18,63%	2%	3%
Charges à payer - Pres	224	240	-16	-6,85%	5%	5%
Charges à payer - PCA PRP	123	123	0	0,00%	2%	3%
Total	**4 963**	**4 799**	**164**	**3,42%**	**100%**	**100%**

- Les dispositifs de compensation des charges de personnel

2 dispositifs effectifs au sein de l'établissement viennent en compensation des charges de personnel. Il ne s'agit pas d'atténuation de charges mais de produits (cf paragraphe 2.1.2).

Emplois liés au Parcours Emploi Compétences (PEC) :

Le nombre de contrats relevant du PEC s'élève au 31/12/2018 à 55. Le montant de la charge s'élève à 806 K€ compensé par l'Etat à hauteur de 382 K€.

Evolution des dispositifs contrats aidés / PEC (en K€)	2016	2017	2018
Charges de personnel	900	1 047	806
Compensation Etat	682	753	382
Part nette supportée par létablissement	**218**	**294**	**424**

Chaires Mixtes :

L'université perçoit des organismes de recherche une compensation au titre des décharges d'enseignement (cf. paragraphe 2.1.2).

A l'inverse, l'établissement rembourse à d'autres organismes sous forme de dépenses de fonctionnement des mises à disposition n'apparaissant donc pas dans les charges de personnel (cf paragraphe suivant).

	2016	2017	2018
Evolution des recettes de chaires mixtes	620	546	790
Evolution des dépenses de mises à disposition entrantes	10	27	345

- ***Autres achats et charges externes***

Les autres achats et charges externes constituent le second poste en augmentation avec une hausse de 1 948 K€ (soit +13,4%). Elle présente la déclinaison et l'évolution suivante par type de dépenses de fonctionnement :

Détail des autres achats et charges externes	2018	2017	variation		Poids 2018	Poids 2017	Var. pts
c/602-606-608 - Fournitures bureau - entretien - petit équipeme	2 411	2 154	257	11,9%	15%	15%	-0,20
c/6061 - Achats non stockés (Electricité, Gaz, Eau)	1 575	1 482	93	6,2%	10%	10%	-0,65
c/613-614 Locations imobilières et mobilières	382	318	64	20,1%	2%	2%	0,13
c/615 - Entretien, réparations et maintenance	2 108	1 791	317	17,7%	13%	12%	0,46
c/616 - Assurance	61	65	-5	-7,2%	0%	0%	-0,08
c/617-618 - Etudes, documentation	844	945	-101	-10,7%	5%	7%	-1,38
c/6185 - Frais de colloques, déminaires et conférences	78	52	25	48,2%	0%	0%	0,11
c/621 - Personnel prêté à l'établissement	346	27	319	1161,5%	2%	0%	1,91
c/622 - Honoraires, frais d'actes et rattachés	601	330	272	82,3%	4%	2%	1,38
c/623 - Frais de publicité	473	428	45	10,6%	3%	3%	-0,07
c/624 - Frais de transport	192	118	74	62,6%	1%	1%	0,35
c/625 - Voyages, déplacements, missions et réceptions	2 615	2 574	41	1,6%	16%	18%	-1,85
c/626-627 - Frais postaux et télécoms	279	289	-10	-3,6%	2%	2%	-0,30
c/628 - Frais concours, formation du personnel et prestations e	1 464	1 683	-219	-13,0%	9%	12%	-2,70
c/651 - Redevances, autres droits	683	631	52	8,2%	4%	4%	-0,20
c/654 - Pertes sur créances irrécouvrables	30	19	12	62,8%	0%	0%	0,06
c/657-658 - Autres charges	2 329	1 614	714	44,2%	14%	11%	3,02
c/656 - VNC des éléments d'actif cédés		0	0		0%	0%	0,00
Total général	**16 471**	**14 522**	**1 949**	**13,4%**			

Les postes aux montants ou évolutions les plus significatifs sont les suivants :

c/602-606-608 - Fournitures bureau - entretien - petit équipement	2018	2017	variation	
Fourniture entretien	1 131	963	169	17,5%
Fournitures administratives	206	268	-62	-23,0%
Linge,vetements travail	46	36	10	27,0%
Fournitures enseignement	835	801	33	4,2%
Autres fournitures	193	88	105	119,9%

c/6061 - Achats non stockés (Electricité, Gaz, Eau)	2018	2017	variation	
Electricite	1 106	1 094	12	1,1%
Eau	391	350	41	11,6%
Carburant, gaz, autres	78	38	40	105,3%

c/615 - Entretien, réparations et maintenance	2018	2017	variation	
Entretien et réparations sur biens immobiliers	774	610	164	27,0%
Entretien et réparations sur biens mobiliers	179	260	-81	-31,3%
Maintenance	1 155	921	234	25,4%

c/617-618 - Etudes, documentation	2018	2017	variation	
Etudes et recherches	161	281	-121	-42,9%
Documentation	683	664	20	2,9%

c/625 - Voyages, déplacements, missions et réceptions	2018	2017	variation	
Voyages et déplacements	1 389	1 356	33	2,4%
Frais d'inscription colloques	59	63	-5	-7,4%
Missions personnels	733	705	28	4,0%
Frais réceptions	434	449	-16	-3,5%

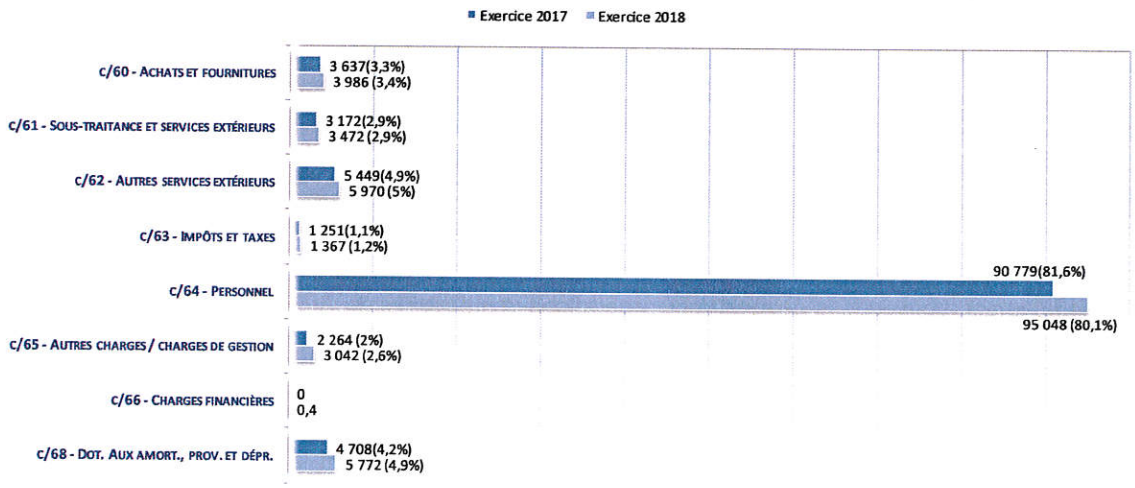
c/628 - Frais concours, formation du personnel et prestations ext.	2018	2017	variation	
Concours divers	143	93	50	53,8%
Formation des personnels	220	246	-26	-10,5%
Prestations gardiennage	347	324	23	7,3%
Prestations nettoyage	2	6	-4	-65,7%
Prestations informatiques	61	123	-62	-50,4%
Autres frais divers	692	892	-200	-22,5%

c/657-658 - Autres charges	2018	2017	variation	
Charges spécifiques	1 697	1 525	171	11,2%
Charges de gestion	294	89	205	229,3%
Pénalités, amendes	77		77	#DIV/0!
Déchets, débets	262		262	#DIV/0!

- ***Dotation aux amortissements, provisions et dépréciations***

Développement effectué à la suite des produits en p.15.

- ***Répartition et évolution 2017/2018 des charges par nature comptable***



2.1.2 *Produits d'exploitation - Hausse de 4.8% soit + 5 524 K€ :*

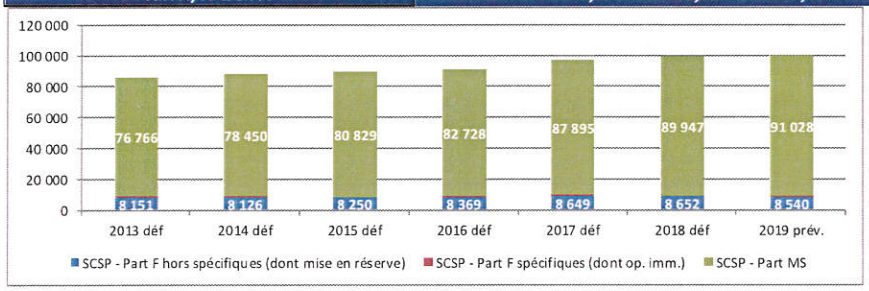
Le montant total des produits d'exploitation s'élève à 119 427 K€ contre 113 897 K€ en 2017 et 106 856 K€ en 2016.

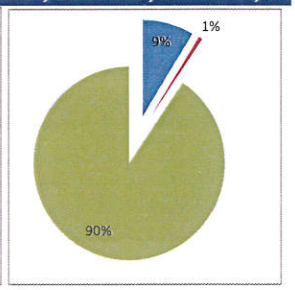
➢ ***Subvention pour charge de service public (SCSP)***

Chaque année, la SCSP représentant 85% des recettes de l'établissement bénéficie d'une révision à la hausse sur la part crédits de masse salariale, soit en accompagnement de création d'emplois, soit en compensation des mesures obligatoires, générales ou catégorielles.

L'évolution du niveau de la SCSP depuis le passage aux RCE se présente ainsi :

	2013 déf	2014 déf	2015 déf	2016 déf	2017 déf	2018 déf	2019 prév.
SCSP - Part F hors spécifiques (dont mise en réserv	8 151	8 126	8 250	8 369	8 649	8 652	8 540
SCSP - Part F spécifiques (dont op. imm.)	1 035	1 260	284	326	750	674	124
SCSP - Part MS	76 766	78 450	80 829	82 728	87 895	89 947	91 028
SCSP - Total	**85 952**	**87 836**	**89 363**	**91 423**	**97 294**	**99 273**	**99 692**
var. N/N-1 en %		***2,2%***	***1,7%***	***2,3%***	***6,4%***	***2,0%***	***0,4%***





➢ ***Autres subventions***

Structurellement, les produits issus des autres subventions sont le corolaire des activités de formation et recherche financées dans le cadre de contrats d'enseignement et conventions de recherche.

Détail des autres subventions	2018	2017	variation	
Autres ministères	198	730	-532	-73%
ANR	155	119	36	30%
Région	2 517	877	1 640	187%
Union Européenne	2 117	1 328	789	59%
Collectivités, département, commu	442	500	-58	-12%
Autres	522	938	-416	-44%
Total	**5 951**	**4 492**	**1 459**	**32%**

Rappel : l'impact au résultat des produits et des charges, sur contrats à long terme (contrat d'enseignement, conventions de recherche, opérations immobilières du CPER) est nul.

Cf. § 1.2.5 de l'annexe aux comptes relatifs aux contrats à long terme et l'application de la méthode à l'avancement.

Cf. § 2.2 du présent rapport relatif au résultat des activité de ces contrats.

➢ ***Produits issus de la taxe d'apprentissage***

Les recettes liées à la taxe d'apprentissage sont en augmentation de 308 K€ et atteignent 1 198 K€.

➢ *Produits de compensation des personnels emplois aidés*

Le reversement de l'Etat au titre des contrats aidée s'élève à 389 K€. Ce dispositif d'aide de l'Etat permet de compenser partiellement (50%) le coût relatif à cette masse salariale.

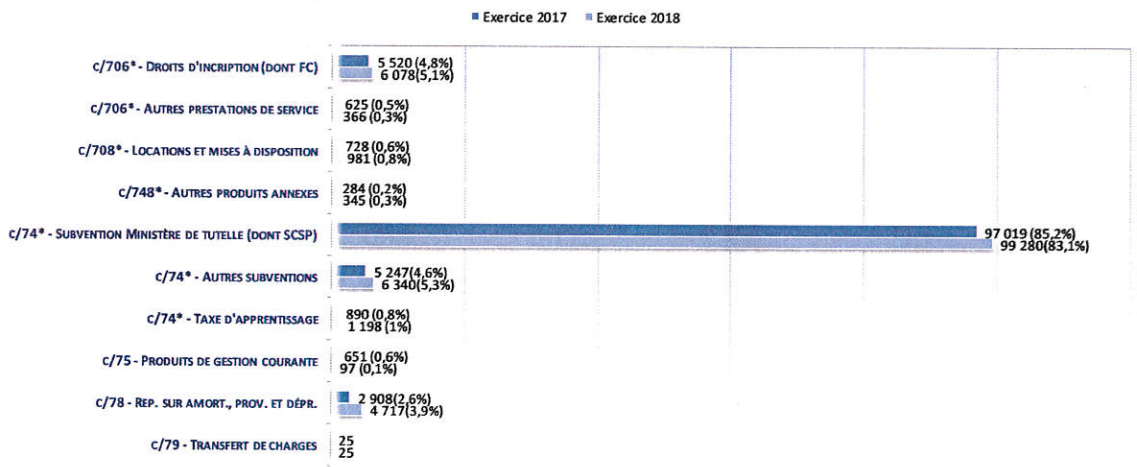
➢ *Autres produits*

Détail des autres produits	2018	2017	variation	
DI droits nationaux	1 558	1 482	76	5%
DI diplômes universitaires	593	788	-195	-25%
DI formation continue	3 840	3 130	710	23%
Redevances	82	95	-13	-14%
Prestations de recherche	157	416	-259	-62%
Autres prestations diverses	214	234	-20	-9%
Locations diverses	190	181	9	5%
Personnel mis à disposition	790	547	243	44%
Produits annexes	345	285	60	21%
Produits de gestion	97	650	-553	-85%
Total	**7 866**	**7 808**	**58**	**1%**

Les autres produits sont restés relativement stables entre 2017 et 2018.

A noter que la diminution des produits de gestion. Le montant significatif et ponctuel de 2017 résultait de l'annulation de charges à payer comptabilisées antérieurement à 2017 et n'ayant plus lieu d'être (diminution des factures non parvenues).

➢ *Répartition et évolution 2017/2018 des produits par nature comptable*



➢ ***Impact de la dotation aux amortissements et de la quote-part de reprise sur subvention***

Impact au résultat (retraité par la CAF)	Exercice 2018			Exercice 2017			Variation
	Dot. Amortissement	QP reprise de subvention	Impact net au résultat	Dot. Amortissement	QP reprise de subvention	Impact net au résultat	Impact net au résultat
Immobilisations acquises sur fonds propres	1 413	N/A	-1 413	1 710	N/A	-1 710	297
Immobilisées aquises sur financements (dans le cadre de convention)	2 201	2 201	0	2 696	2 696	0	0
Immobilisations intégrée au patrimoine (Evaluation FD + remise par l'Etat)	1 929	1 929	0				0
TOTAL	**5 543**	**4 130**	**-1 413**	**4 406**	**2 696**	**-1 710**	**297**

La dotation aux amortissements s'élève en 2018 à 5 543 K€ (+1 137 K€ par rapport à 2017). Cette part supplémentaire provient des biens immobilisés ou mis en service au cours de l'exercice et participe à l'augmentation des charges d'exploitation.

En revanche, l'impact net au résultat a diminué de 297 K€ en raison de la répartition des montants restants à amortir entre les biens financés sur fonds propres et ceux financés par des tiers dans le cadre de contrat/convention.

➢ ***Impact du jeu de dotation/reprise sur provision pour dépréciations de l'actif***

L'impact des provisions pour dépréciation de l'actif s'élève à +356 K€ compte tenu d'une reprise sur provision sur clients douteux de 581 K€ et de la constitution d'une nouvelle dotation de 224 K€.

Au titre des 581 K€ de reprise, 291 K€ ont été comptabilisés en perte, 290 K€ ont fait l'objet d'un recouvrement.

➢ ***Impact du jeu de dotation/reprise sur provision pour risques et charges***

L'impact des provisions pour risques et charges s'élève à +0,5 K€ compte tenu d'une reprise sur provision de 4 K€ et de la constitution d'une dotation pour risques et charges de 4,5 K€.

2.2 Activités des recettes affectées (contrats à long terme)

Pour rappel, le budget de l'Université comprend des activités financées sur recettes dites « affectées ». Il s'agit des opérations financées par des partenaires, à savoir les contrats d'enseignements, les conventions de recherche et les opérations immobilières du CPER.

Le volume d'activités relatif à ces contrats fluctue donc selon les années. L'évolution de ces activités sur les trois dernières années se présente ainsi :

RESULTAT D'ACTIVITE SUR RECETTES AFFECTEES

Montants	Année			var 16-17		var 17-18	
COMPTABILITE GENERALE	2016	2017	2018	en K€	en %	en K€	en %
Classe 1 - Frais de gestion	**62**	**315**	**389**	**253**	**408%**	**75**	**24%**
18 - Prestations internes	62	315	389	253	408%	75	24%
Classe 6 - Charges comptables	**3 735**	**4 615**	**6 170**	**880**	**24%**	**1 554**	**34%**
60 - Approv. Et MP	277	418	454	141	51%	36	9%
61 - charges externes	113	273	186	160	141%	-87	-32%
62 - autres charges externes	824	845	1 109	21	3%	264	31%
63 - Taxes (personnel)	41	49	74	8	19%	25	52%
64 - Personnel	1 063	1 673	2 667	611	57%	993	59%
65 - Autres charges	825	835	1 023	10	1%	188	22%
68 - Amort. Immob.	592	522	656	-70	-12%	135	26%
Classe 7 - Produits comptables	**-3 865**	**-4 785**	**-6 496**	**-920**	**24%**	**-1 711**	**36%**
70 - CA et autres produits	-333	-433	-158	-100	30%	275	-63%
74 - Subventions	-2 951	-3 883	-5 702	-932	32%	-1 819	47%
75 - Autres produits	0	-8	-17	-7	249069%	-10	129%
78 - Reprise de subv.	-581	-461	-619	120	-21%	-158	34%
Total général	**-68**	**145**	**63**	**213**	**-313%**	**-82**	**-57%**

Le volume d'activité a augmenté au cours des trois dernières années, respectivement de 920 K (soit + 24%) entre 2016 et 2017, et de 1 711 K€ (soit + 36%) entre 2017 et 2018.

La déclinaison des charges par type de contrat est la suivante :

Montants	Années			var 16-17		var 17-18	
TYPE DE RA	2016	2017	2018	en K€	en %	en K€	en %
Contrats d'enseignement	1 089	1 839	2 311	751	69%	472	26%
Contrats de recherche	2 704	3 037	4 246	333	12%	1 209	40%
Total général	**3 792**	**4 876**	**6 557**	**1 084**	**29%**	**1 681**	**34%**

La déclinaison des investissements par type de contrat est la suivante :

Montants	Année			var 16-17		var 17-18	
TYPE DE RA	2016	2017	2018	en K€	en %	en K€	en %
Contrats d'enseignement	176	122	128	-54	-30%	6	5%
Contrats de recherche	208	2 820	1 860	2 612	1256%	-960	-34%
Plan Pluriannuel d'Invest - CPER	453	1 871	1 160	1 417	313%	-711	-38%
Total général	**837**	**4 813**	**3 148**	**3 976**	**475%**	**-1 665**	**-35%**

2.3 Indicateurs de gestion

Ci-dessous sont rappelées les définitions des principaux indicateurs financiers en comptabilité générale.

***Capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)**: Elle représente la capacité de l'établissement à financer sur ses ressources, les besoins liés à son activité et au renouvellement de son outil de production. Elle se calcule en partant le résultat comptable de l'exercice et retraitant des opérations qui affectent le résultat mais qui ne donnent pas lieu à un flux de trésorerie.*

***Fonds de roulement (FDR)** : Il représente la marge de sécurité financière de l'établissement. Il finance le cycle d'exploitation et traduit la solvabilité de l'établissement.*

***Besoin en fonds de roulement (BFR)** : Le besoin en fonds de roulement est la mesure des ressources financières que l'établissement doit mettre en œuvre pour couvrir le besoin financier résultant des flux de trésorerie entre les décaissements et les encaissements. Il traduit le décalage entre le délai d'encaissement des créances clients et le paiement des dettes fournisseurs.*

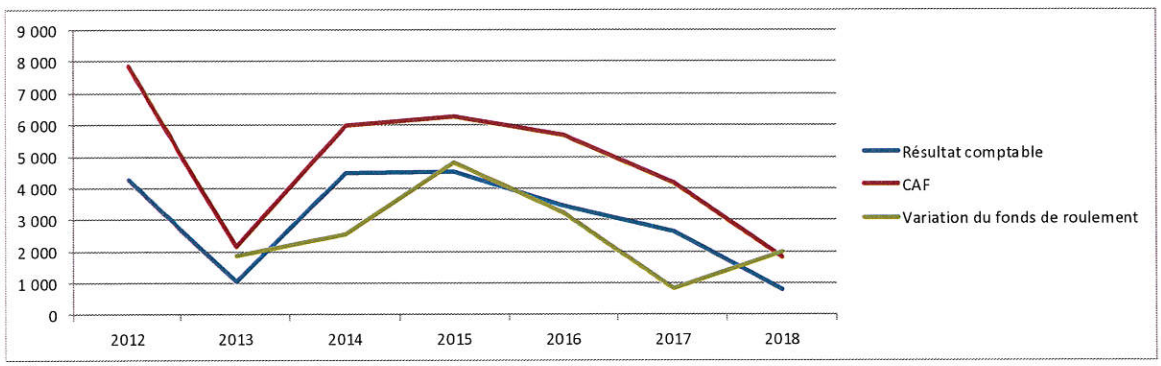
L'évolution de ces indicateurs au cours des derniers exercices est la suivante :

Indicateurs financiers (comptabilité générale)	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18
Résultat comptable	4 259	1 026	4 460	4 527	3 442	2 637	770
CAF	7 836	2 158	5 979	6 262	5 673	4 182	1 827
Fonds de roulement	132	1 991	4 525	9 348	12 570	13 387	15 352
Besoin en fonds de roulement	-10 890	-5 934	-7 922	526	-5 177	-4 495	-1 511
Trésorerie	11 022	7 925	12 447	8 822	17 747	17 882	16 863
Charges décaissables (classe 6 hors c/68)	*27 054*	*95 060*	*95 168*	*96 847*	*98 410*	*106 552*	*112 884*
Equivalent du fonds de roulement en jours de dépenses courantes	*2*	*8*	*17*	*35*	*46*	*45*	*49*
Equivalent de la trésorerie en jours de dépenses courantes	*147*	*30*	*47*	*33*	*65*	*60*	*54*

(cf. Tableau du résultat du compte financier pages 59/62).

2.3.1 Parallèle entre le résultat comptable, la CAF et le Fonds de roulement :

(cf. tableau budgétaire n°5 correspondant à la Situation Patrimoniale).



Du fait de la dotation aux amortissements ne se traduisant pas par un flux de trésorerie, la CAF est systématiquement supérieure au résultat comptable, et suit la même évolution.

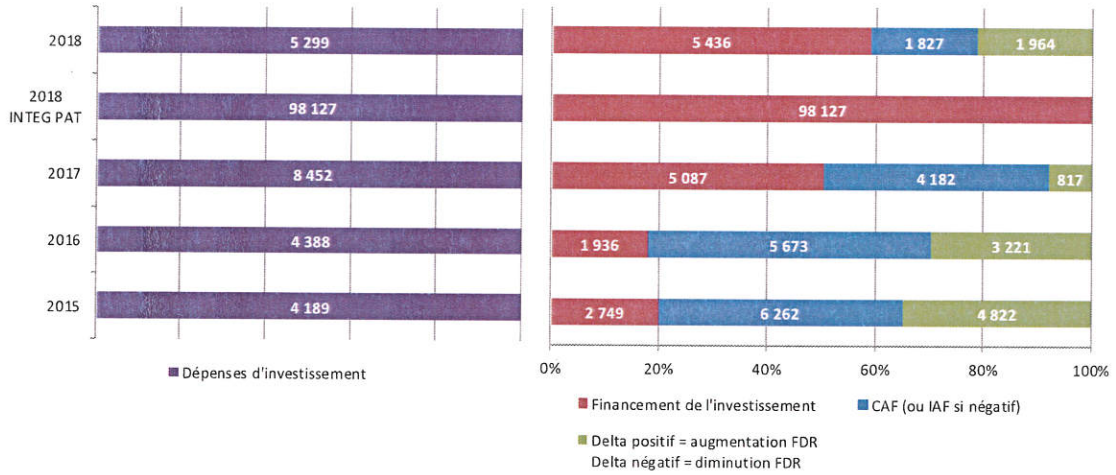
L'établissement présente structurellement une CAF positive s'expliquant principalement par la comptabilisation règlementaire de la SCSP en subvention d'exploitation, quand bien même cette dernière finance directement (via les actions spécifiques) ou indirectement la part investissements des dépenses budgétées chaque année (hors recettes propres et recettes affectées).

Pour ce qui est de la variation du fonds de roulement, son évolution dépendra du volume d'investissement réalisé annuellement, au regard de la CAF dégagée, traduisant le niveau de

financement final (insuffisant = diminution du FDR, suffisant = stabilité du FDR, excédent de financement = augmentation du FDR).

2.3.2 Structure de financement (ressources) des investissements (emplois) :
(cf. tableau de financement 1 du compte financier page 70).

Il s'agit ici de déterminer la répartition des modes de financement des investissements réalisés chaque année. Ils le sont soit au travers des financements externes (subventions d'investissement), soit via les ressources dégagées de l'exploitation (autofinancement), ou encore par une diminution de fonds de roulement si nécessaire.



Depuis plusieurs exercices, la structure de financement est similaire, avec une répartition fluctuante entre la CAF et les subventions, et il en ressort une augmentation du fonds de roulement.

En 2018, les emplois (investissements) de l'exercice, hors intégration du patrimoine (évaluation France domaine de l'ensemble des sites) et remise de biens par l'Etat (Seas-OI et Maido), et s'élevant à 5 299 K€ ont été financés :

- pour 1 964 K€ soit 34% par l'autofinancement excédentaire.
- pour 3 472 K€ soit 67% par les subventions d'investissement ;

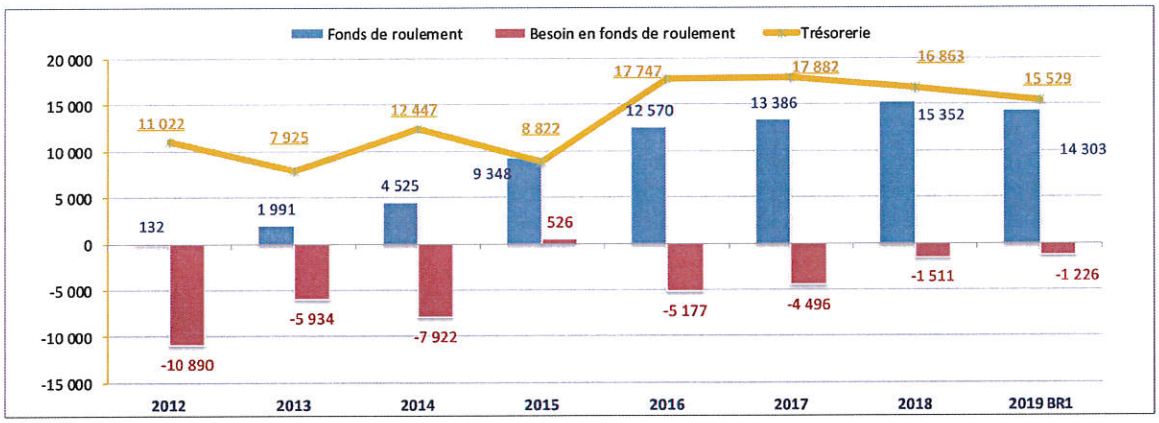
Il en résulte un solde non utilisé qui a permis d'abonder le fonds de roulement à hauteur de 1 965 k€.

A noter que cette augmentation du fonds de roulement s'explique :

- d'une part par la comptabilisation d'une subvention à recevoir en 2018 pour 1,4 M€ qui aurait dû l'être en 2017 ;
- et d'autre part par le surfinancement provisoire en date du 31/12/2018 au titre des opérations immobilières du CPER14 (le total des avances encaissées étant supérieur au total des situations décaissées.

Se référer à l'annexe aux comptes pour plus de détail sur les acquisitions de l'exercice.

2.3.3 FDR, BFR et trésorerie :



FONDS DE ROULEMENT ET FONDS PROPRES	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Réserves	29 437	14 158	18 618	25 329	28 772	22 577
Résultat en attente d'affectation	1 026	4 460	4 528	3 442	2 637	770
RESERVES ET RESULTATS AVANT MOBILISATION	**30 463**	**18 618**	**23 146**	**28 771**	**31 409**	**23 347**
Financements nets	107 806	63 969	72 181	69 477	71 854	154 989
Actif mobilisé net	-136 380	-78 429	-86 366	-86 657	-90 697	-163 452
PART DES RESERVES MOBILISES PAR L'ACTIF IMMOBILISE	**-28 574**	**-14 460**	**-14 185**	**-17 180**	**-18 843**	**-8 463**
Dettes financières			92	93	102	105
Provision pour dépréciation des créances + risques et	24	278	295	885	719	363
FONDS DE ROULEMENT	**1 913**	**4 436**	**9 348**	**12 569**	**13 387**	**15 352**
TOTAL FONDS PROPRES	**138 269**	**82 587**	**95 327**	**98 248**	**103 263**	**178 336**

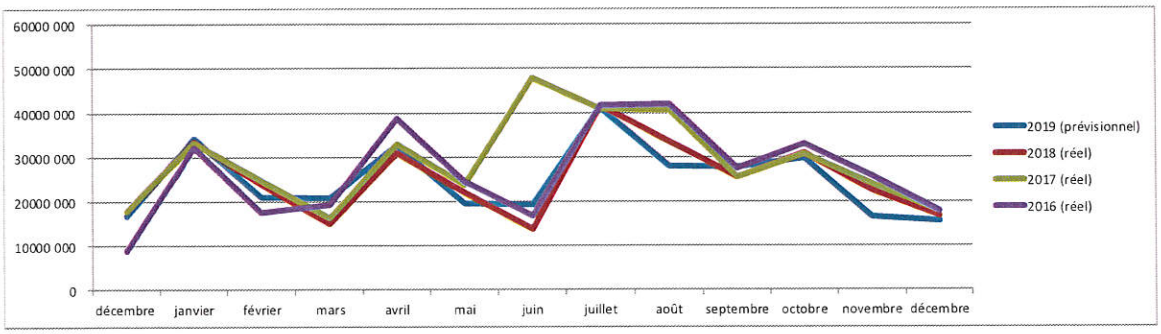
Les niveaux actuels de FDR, BFR et de trésorerie permettent à l'établissement de supporter des décalages de trésorerie importants, tant pour faire face aux décalages entre les décaissements et encaissements liées aux opérations de constructions du CPER 14 que ceux liés aux conventions de recherche.

Le niveau de trésorerie s'obtient par différence « FDR moins BFR ».

- Un FDR au niveau significatif (résultant de bénéfices consécutifs et d'un niveau d'investissement inférieur aux possibilités offertes par la CAF) conduit dans un premier temps à assurer un niveau de trésorerie également significatif ;
- Le cycle encaissement des créances/décaissement des dettes de l'établissement génère dans un second temps un BFR négatif (créances < dettes), qui a pour effet de placer le niveau de trésorerie à un niveau supérieur au fonds de roulement.

Dans le cas de l'université de la Réunion, le BFR est structurellement négatif (créances < dettes) permettant d'améliorer ponctuellement la trésorerie nette.

➢ **Focus sur la trésorerie (cycle annuel ponctué par le versement de la SCSP)**



Le cycle d'évolution au cours de l'année est le même chaque exercice. Il est principalement marqué par des hausses (pics) provenant de l'encaissement des 4 versements de la SCSP.

Le cycle d'évolution de la trésorerie sur les exercices précédents permet d'affiner les prévisions d'évolution de la trésorerie N+1 et d'améliorer son pilotage, notamment l'identification des niveaux les plus bas attendus pour s'assurer que l'établissement restera en mesure d'honorer ses dettes, la paye, les fournisseurs des dépenses courantes, puis les fournisseurs des dépenses d'investissements (CPER, équipements contrats de recherche...).

En 2018, le plan de trésorerie met en évidence le niveau le plus bas situé en juin (13,8 M€) et le niveau le plus haut en juillet (41 M€) après encaissement du 3ème versement de SCSP.
En 2019 le plan de trésorerie prévisionnel (BR1) met en exergue le niveau éventuel le plus bas situé en décembre (15,5 M€).

3. AUTRES ELEMENTS DE GESTION

3.1 Evolution et perspectives d'avenir de l'activité

L'évolution et les perspectives d'avenir de l'activité de l'université de la Réunion ont été présentées dans le cadre du budget initial 2019 voté par le Conseil d'Administration le 13 décembre 2018.

L'évolution prévisionnelle en comptabilité budgétaire se présente ainsi :

DEPENSES	BR1/2019	CF 2018	Var.	en %
Personnel	102 912	96 015	6 897	7%
Fonctionnement	26 206	13 202	13 004	99%
Investissement	24 749	7 302	17 447	239%
Total dépenses	**153 867**	**116 519**	**19 901**	**17%**
RECETTES	**BI 2019**	**CF 2018**	**Var.**	**en %**
Recettes globalisées et fléchées	152 543	116 733	35 810	31%
Total recettes	**152 543**	**116 733**	**35 810**	**31%**
Solde budgétaire	**-1 324**	**214**	**-1 538**	

L'évolution prévisionnelle en comptabilité générale se présente ainsi :

CHARGES	BR1 2019	CF 2018	Var. en K€	en %	PRODUITS	BR1 2019	CF 2018	Var. en K€	en %
Charges de personnel	102 913	95 048	7 865	8,27%	SCSP	99 280	99 280	-	0,00%
Autres achats et charges externes	26 206	17 837	8 369	46,92%	Autres subventions	23 258	6 340	16 918	266,85%
					Produits issus de la TA	780	1 198	- 418	-34,89%
					Autres produits	7 710	7 894	- 184	-2,33%
Dot. Amt et prov.	4 700	5 772	- 1 072	-18,57%	Reprise Amt. Et prov + QP Subv.	2 900	4 715	- 1 815	-38,49%
Charges financières		-	-		Produits financiers		-	-	
Total des charges	**133 819**	**118 657**	**15 162**	**12,78%**	**Total des produits**	**133 928**	**119 427**	**14 501**	**12,14%**
Résultat compt. : ***bénéfice***	**109**	**770**	**- 661**		Résultat compt. : ***perte***				

EMPLOIS	BR1 2019	CF 2018	Var. en K€	en %	RESSOURCES	BR1 2019	CF 2018	Var. en K€	en %
Insuffisance d'autofinancement*					Capacité d'autofinancement*	1 909	1 827	82	4%
					Financement de l'actif par l'État		99 195	-99 195	-100%
Investissements	24 749	103 426	-78 677	-76%	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	21 791	4 367	17 424	399%
					Autres ressources			0	#DIV/0!
Remboursement des dettes financières		84			Augmentation des dettes financières		87	-87	-100%
TOTAL DES EMPLOIS	**24 749**	**103 510**	**-78 677**	**-76%**	**TOTAL DES RESSOURCES**	**23 700**	**105 476**	**-81 776**	**-78%**
Augmentation du FONDS DE ROULEMENT		**1 966**			**Diminution du FONDS DE ROULEMENT**	**1 049**			

Commentaires :

D'une manière générale, les flux d'activité vont augmenter tant au niveau des dépenses qu'au niveau des recettes. Cette perspective s'explique principalement par :

- un niveau d'activité courant relatif à la formation stable dont le financement provient quasi exclusivement de la SCSP et des droits d'inscriptions ;
- un niveau d'activité relatif à la recherche stable pour ce qui est de la part attribuée au pôle recherche (dont unités de recherche) et donc financée par l'établissement sur SCSP ;
- un niveau d'activité recherche en forte croissance concernant les conventions de recherche financées par l'Union Européenne, l'Etat et la Région (H2020) et Appel à Manifestation d'Intérêt FEDER 2018/2020 (voir ci-dessous) ;
- un niveau d'activité relatif aux opérations immobilières en très forte croissance, en raison de la poursuite des deux projets de constructions (37 M€ d'investissement), financés dans le cadre du CPER14.

Pour plus de détail relatif aux éléments prévisionnels de l'exercice 2019, se référer aux dossiers budgétaires du budget initial 2019 et du budget rectificatif N°1.

3.2 Activités de recherche et développement

Au sein de l'établissement, l'activité recherche est principalement réalisée au sein des laboratoires de recherche et des unités mixtes de recherche rattachés aux composantes. Le tableau d'exécution budgétaire N°4 des dépenses par destination détaille les dépenses de la recherche par domaine.

3.3 Contrôle interne comptable et financier

L'établissement dispose de dispositifs de contrôle interne comptable et financier.

Au cours de l'exercice 2017, une mise à jour des dispositifs a été réalisée au sein de la Direction des Finances et de la Comptabilité ayant abouti à la confection d'un organigramme fonctionnel pour l'ensemble de ses services (Marchés, Budget, Dépenses, Recettes et comptabilité générale).

Au cours de l'exercice 2018, une mise à jour de la cartographie des risques Contrôle Interne Comptable a été réalisée au sein de la Direction des Finances et de la Comptabilité. Il a également été élaboré et formalisé une cartographie des risques budgétaires.

Les documents à destination des services non financiers et des composantes intervenant dans la sphère financière en qualité d'ordonnateur ont été élaborés. Ces documents (organigramme fonctionnel, cartographie des risques, plan d'action) auraient dû être présentés en conseil d'administration pour validation au cours de l'année 2018. Leur présentation au conseil d'administration a été reporté en 2019. Une fois ces derniers validés, chaque ordonnateur (composantes et services) formalisera les éléments de son périmètre, dont la consolidation constituera le plan d'action établissement.

Saint-Denis le 22/02/2019,

Le Président	Le Directeur des finances et de la comptabilité
Frédéric MIRANVILLE	Yves LANGEVIN